Le diplomate vénitien entre les XVI^e et XVIII^e siècles : statut, rôles et fonctions

Antonio Trampus

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edl/259>

DOI : 10.4000/edl.259

ISSN : 2296-5084

Éditeur

Université de Lausanne

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2010

Pagination : 119-136

ISBN : 978-2-940331-23-9

ISSN : 0014-2026

Référence électronique

Antonio Trampus, « Le diplomate vénitien entre les XVI^e et XVIII^e siècles : statut, rôles et fonctions », *Études de lettres* [En ligne], 3 | 2010, mis en ligne le 15 septembre 2013, consulté le 18 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/edl/259> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edl.259>

LE DIPLOMATE VÉNITIEN ENTRE LES XVI^e ET XVIII^e SIÈCLES : STATUT, RÔLES ET FONCTIONS

Le but de cet article est de présenter la figure du diplomate vénitien, ses caractéristiques et ses fonctions, pour comprendre dans quelle mesure et pourquoi ces ambassadeurs sont devenus un modèle pour les Etats européens. Le modèle théorique de la diplomatie vénitienne aux XVII^e et XVIII^e siècles est comparé avec son fonctionnement pratique dans le cadre de la politique de neutralité et du déclin économique de la République. La description du cas de Venise offre des preuves pour une relecture du rôle du diplomate face à la rapidité des changements sociaux et économiques et à la distance – typique de la culture politique et juridique vénitienne – entre la théorie juridique et la loi vivante.

Dans la langue italienne, les mots « diplomatie » et « diplomate » (*diplomazia*, *diplomatico*), pour désigner les personnes chargées des relations avec d'autres Etats, sont documentés depuis 1796-1797 ; c'est également à la même période qu'ils apparaissent dans d'autres langues européennes¹. L'émergence et la diffusion de ces mots sont clairement le résultat du long processus d'affirmation de la diplomatie permanente qui s'affirme à l'époque moderne, dès le XV^e siècle, et des contextes de la Méditerranée et des villes italiennes². Ces informations amènent le besoin d'illustrer et d'éclaircir la figure du diplomate vénitien, ses caractéristiques et ses fonctions, pour comprendre dans quelle mesure et pourquoi ce dernier

1. F. d'Alberti di Villanuova, *Dizionario universale y critico-enciclopédico della lingua italiana*, vol. 2, p. 271 ; M. Cortelazzo e P. Zolli, *Dizionario etimologico della lingua italiana*, vol. 2, p. 341-342.

2. L. Bély, *L'art de la paix en Europe*, p. 46.

est devenu un modèle pour les Etats européens. En apparence, c'est un argument qui semble déjà connu par les spécialistes. Toutefois, ce point peut être abordé sous un angle nouveau, à partir d'un problème mis en évidence par les études récentes : la distance – typique de la culture politique et juridique vénitienne – entre la théorie juridique et la loi vivante, entre l'image abstraite du diplomate et la réalité historique. En d'autres termes, par rapport à un modèle de diplomatie apparemment organisé de façon claire et détaillée par les lois de Venise, la réalité historique, comme en témoignent les documents d'archives, montre une réalité beaucoup plus incertaine et fragmentée. A partir de là, les interprétations classiques de David E. Queller³ peuvent être considérées dans une nouvelle perspective. Le débat est donc ouvert à des problèmes d'interprétation et à de nouvelles questions. Si la diplomatie vénitienne a été un modèle pour la diplomatie européenne, quel genre de diplomatie vénitienne les pays européens ont-ils observé ? Une diplomatie théorique et idéale, telle qu'elle est décrite dans les lois et les traités politiques, ou la diplomatie active de la pratique ?

Pour comprendre le modèle théorique de la diplomatie vénitienne, il est nécessaire de souligner que, depuis la fin du Moyen Age, le service diplomatique fait partie de la bureaucratie de la République : les diplomates appartiennent à l'appareil bureaucratique de l'Etat. Ceci a été affirmé par Gasparo Contarini dans son *De magistratibus et republica venetorum* (1678) et dans de nombreux textes politiques du XVI^e au XVII^e siècle⁴. Par l'expression « bureaucratie vénitienne », nous entendons le corps entier des institutions ayant des fonctions techniques et exécutives, c'est-à-dire les organes subsidiaires, subordonnés au rôle constitutionnel des Conseils et du Sénat. Dans un sens plus large, la bureaucratie vénitienne des diplomates est aussi caractérisée par un point de vue sociologique, parce qu'elle a peu à peu gagné la capacité à se présenter comme une classe consciente de son identité et de ses aspirations politiques⁵. La diplomatie offre une possibilité de carrière aux membres de l'aristocratie et aux citoyens « indigènes » (*cittadini originari*), qui est une classe sociale intermédiaire entre l'aristocratie et la classe populaire,

3. D. E. Queller, *Early Venetian Legislation on Ambassador*; *Id.*, *The Office of the Ambassador in the Middle Ages*.

4. G. Contarini, *De magistratibus et republica venetorum*, p. 127-129.

5. G. Zordan, *L'ordinamento giuridico veneziano*, p. 130-134.

et une possibilité d'acheter, grâce à l'accès à l'exercice de bureaux, un titre de noblesse⁶.

Une autre caractéristique de la diplomatie vénitienne est qu'à l'origine, la politique étrangère a été identifiée à la politique commerciale. Les premiers représentants de la République n'ont ainsi pas été des ambassadeurs ou des personnes investies d'une fonction politique, mais des consuls avec des fonctions commerciales et administratives. Les premiers représentants consulaires, appelés *Baili*, sont déjà documentés au XIII^e siècle à Tyre, Acre, Trébizonde et dans certaines parties de l'Arménie. Au XIV^e siècle, leur présence est documentée dans tous les ports de la Méditerranée avec le titre de *consuls* ou de *Dragomanni* et avec les fonctions propres de recteurs, à savoir de juges pour la communauté des marchands.

Les diplomates devaient être des natifs, c'est-à-dire qu'ils devaient être de la classe des plus anciens habitants de la ville de Venise ; mais dans la pratique, le titre pouvait être donné à des sujets d'Etats étrangers, comme c'est le cas, en 1659, du représentant vénitien en Hollande, le marchand Theodor Strijker⁷. Ces agents recevaient une formation approfondie à la chancellerie ducale, étaient payés par le gouvernement vénitien avec la possibilité de recevoir d'autres paiements appelés le *cottimo*, qui était une taxe sur les produits ou sur tout navire qui arrivaient à l'endroit où ils vivaient.

Deux corps politiques étaient destinés à surveiller les activités des diplomates. Le premier était le Sénat, organe inspirateur de la politique internationale de Venise, qui donnait les instructions et les commissions (*commissioni*) et qui recevait les informations. Le second, depuis 1506, était le Magistrat des V Savi alla Mercanzia, un organisme doté d'une large compétence sur tous les échanges commerciaux sur mer et sur terre. C'est le Magistrat qui maintenait les communications et qui contrôlait la correspondance concernant le commerce⁸.

Jusqu'au XIV^e siècle, Venise n'a eu de missions diplomatiques permanentes qu'à Rome et Constantinople. Après le XVI^e siècle, elle a commencé à développer des relations diplomatiques avec d'autres pays

6. Venise, Biblioteca Nazionale Marciana, ms. anonyme : *Delli gentiluomini del secondo ordine in Vinetia*, sign. Mss. It. 776, fol. 97r-103v ; G. Botero, *Relatione della Repubblica vinitiana*, p. 97-98 ; J. Georgelin, *Venise au siècle des Lumières*, p. 667-668.

7. Venise, Archivio di Stato, V Savi alla Mercanzia, nuova serie, b. 39, fol. non numéroté.

8. M. Borgherini-Scarabellin, *Il Magistrato dei Cinque Savi alla Mercanzia dalla istituzione alla Repubblica di Venezia*, p. 127-128.

et, depuis XVII^e siècle, la diplomatie des ambassadeurs s'est distinguée de celle des consuls.

Selon la législation vénitienne du XVII^e siècle, le titre d'ambassadeur était réservé aux représentants accrédités auprès des cours de Paris, Vienne, Londres, Madrid et Varsovie. L'ambassadeur à Constantinople gardait l'ancien nom de *Bailo* et conservait des pouvoirs juridictionnels spéciaux sur les sujets de Venise au Levant : il était juge en matière civile entre les Turcs et les Vénitiens et il avait autorité sur les bateaux naviguant dans les limites de sa compétence⁹.

Les représentants de Venise à Florence, Mantoue, Milan, Naples, Turin, en Bavière (Regensburg et Munich), en Hollande, dans les Grisons et à Zurich étaient appelés *residenti* (« résidents »). Le titre de *Nobile* (« Noble ») était plutôt donné au patricien vénitien envoyé à Saint-Petersbourg et à ceux qui effectuaient des missions à l'étranger comme ministres plénipotentiaires.

Le gouvernement vénitien conservait l'autorité d'augmenter ou de diminuer la dignité des sièges diplomatiques selon les situations politiques et économiques. Au cours du temps, certaines ambassades ont été réduites à un rang de résidence (par exemple, Ferrare, dans l'Etat pontifical), des résidences ont été élevées au rang d'ambassades étrangères, comme dans le cas de la Lorraine, et d'autres ont changé fréquemment de rang en fonction de la situation politique, comme dans le cas de Londres et de Turin¹⁰.

Au XVII^e siècle, le service diplomatique et, en général, l'exercice des fonctions publiques à Venise, ne garantissaient pas beaucoup d'argent et les documents d'archive témoignent des prières des ambassadeurs pour obtenir le budget nécessaire au fonctionnement de leur bureau. Toutefois, le service diplomatique reste un outil précieux de promotion sociale et une source sûre de prestige, bien que très difficile du point de vue économique. La « profession » du diplomate est en effet une étape dans la carrière bureaucratique et les démonstrations en sont nombreuses, jusqu'à la chute de la République. Pour cette raison, les plus hauts rangs de la diplomatie étaient occupés par des membres des familles les plus riches de la noblesse, qui appartenaient aussi au Sénat. Seuls les représentants

9. G. Migliardi O'Riordan Colasanti, *La documentazione consolare e il bailo a Constantinople*; *Id.*, « Présentation des archives du Baile à Constantinople ».

10. G. Zordan, *L'ordinamento giuridico veneziano*, p. 135-140.

diplomatiques à Constantinople, en raison du statut particulier du poste, pouvaient profiter des revenus provenant des taxes sur le commerce.

La diplomatie était donc les yeux et les oreilles de la République de Venise et la position neutre de la République faisait des observateurs diplomatiques des observateurs privilégiés de la vie politique et économique. Toutes les nouvelles étaient transmises à travers deux types de documents : les *dispacci* (« dépêches ») et les *relazioni* (« rapports »). Les *dispacci* étaient des communications informelles et officiellement transmises par les ambassadeurs à Venise plusieurs fois par mois et parfois plusieurs fois par semaine. Elles contenaient des communications sur la vie dans les cours étrangères, très détaillées, et qui allaient jusqu'à inclure de nombreux ragots. Les *dispacci* les plus anciennes remontent au XIII^e siècle et les destinataires en étaient les membres du Conseil des Dix.

Les *relazioni* étaient des documents officiels destinés à la lecture publique au Sénat, comme cela avait été prescrit par deux résolutions de 1268 et 1296. Elles étaient l'acte final de la mission diplomatique, qui durait généralement deux ou trois ans, et elles étaient préparées peu après le retour au pays. Ces documents devaient être faits par écrit, conformément à une résolution du Sénat de 1425 avec beaucoup de rigueur dans le style, de l'ordre dans la répartition des arguments et une grande capacité à décrire l'activité diplomatique¹¹.

Les *dispacci* et les *relazioni* étaient ensuite conservés dans la section secrète de la Chancellerie et il était interdit aux ambassadeurs de s'en faire faire une copie ou d'en divulguer le contenu. La nécessité d'acquérir des informations à travers les *dispacci* et les *relazioni* servaient non seulement à guider la politique extérieure, mais également à améliorer le système du gouvernement de Venise, selon l'expression des auteurs contemporains : « per meglio instituir e regolare questa eccellentissima repubblica ».

La législation vénitienne prescrivait que le représentant diplomatique de Venise ne pouvait accepter un cadeau du roi ou des sujets du pays d'accueil ; s'il l'acceptait, le cadeau était immédiatement remis au gouvernement vénitien. Dans un décret daté du 27 janvier 1558, le Conseil des Dix prescrit que l'obligation du dépôt auprès de la Chancellerie regarde non seulement les dépêches secrètes et les rapports, mais aussi tous les autres documents et registres de l'ambassade.

11. A. Ventura, *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*, p. XI.

Le diplomate avait également l'obligation de déclarer sous serment qu'il n'avait pas conservé de copies des documents :

[...] che cadauno delli sopradetti rappresentanti nostri sia obbligato, subito fatta la sua relazione in scrittura alli Capi sopradetti, et insieme tutte le altre scritture, registri et lettere publiche senza tenersene copia alcuna, et alli capi predetti debba giurar sacramento di non haver tenuto né dato ad alcuno copia né della relatione né de i registri né di alcun'altra delle dette scritture¹².

La sanction pour la violation de cette règle était la privation de la fonction publique et une plainte aux inquisiteurs de l'Etat pour violation de secrets d'Etat.

Par ailleurs, l'ambassadeur n'avait pas la possibilité d'amener sa femme dans le pays de sa destination, bien que cette règle ait été plus tard partiellement allégée. L'ambassadeur avait cependant la possibilité d'amener un cuisinier, selon le décret du Grand Conseil du 22 décembre 1268 : « et si erit tantum unus, habeat unum cocum »¹³.

Par décret du 2 juin 1561, la situation a été changée et il a été déterminé que l'ambassadeur ordinaire recevait, sur le départ, 1000 ducats d'or, un salaire de 200 ducats par mois avec l'obligation d'être accompagné par un secrétaire et, depuis 1611, aussi par un prêtre et un interprète¹⁴.

Selon la classification proposée par Rawdon Brown en 1864¹⁵, les documents diplomatiques de la République de Venise peuvent être classés comme suit :

- Les *istruzioni* (« instructions ») ou *commissioni*, soit les instructions remises à l'ambassadeur à son départ avec l'indication des enjeux et des intérêts de la mission.
- Les *dispacci* (« dépêches ») sont produites par le gouvernement. Ces directives guident la conduite de l'agent diplomatique à chaque occasion ;

12. A. Segarizzi, *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*, vol. 1, p. 285.

13. R. Brown, « Preface », p. LII.

14. M. Sanudo, *Diarii*, vol. 1, p. 37.

15. R. Brown, « Preface », p. XXI.

- Les *avvisi* («avis»), qui sont des lettres pour accompagner les *dispacci* et qui sont écrites par la Chancellerie ducale pour fournir des informations sur la république de Venise aux puissances étrangères;
- Les *dispacci*, qui sont écrites par les diplomates au cours de leur mission;
- Les *avvisi*, qui sont envoyés par les ambassadeurs de leurs pays de destination;
- Le *relazione*, c'est-à-dire le rapport, qui est le document final rédigé par l'ambassadeur à la fin de la mission.

Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, les dépêches des ambassadeurs et des membres du personnel diplomatique étaient toujours écrites à l'encre noire sur des feuilles de papier blanc de même taille (20 x 28 cm), avec un nombre de pages variant de 2 à 5, conformément à la quantité et à la complexité de l'information. Ces documents étaient aussi des modèles littéraires, des exercices de narration souvent imités au sein des familles aristocratiques¹⁶. La relation commence par les mots *S. MO Princip. (Serenissimo Principe)*, auxquels s'ajoutaient un numéro progressif¹⁷. La date était placée au bas du document et se référait au calendrier de Venise: l'année débutait le 1^{er} mars, en l'honneur du mois où la ville avait été fondée; le calendrier de la République était donc retardé de deux mois par rapport au calendrier grégorien.

Cette description de la diplomatie vénitienne, des fonctions du diplomate et des documents diplomatiques dans le système politique de la république de Venise présente ainsi une structure presque parfaite qui a pu servir de modèle pour la diplomatie européenne. Dans la pratique cependant, le fonctionnement de la diplomatie a subi de nombreuses adaptations qui ont mené à l'élimination du modèle théorique. Pour comprendre ce phénomène, il faut expliquer les particularités du système juridique vénitien face aux autres systèmes juridiques européens et aux nouvelles règles du droit international.

La république de Venise a produit un ensemble considérable de règles relatives à la diplomatie, mais qui n'ont jamais été fusionnées dans une source organique de droit. Le système juridique de Venise était aussi

16. F. Antonibon, *Le relazioni a stampa di ambasciatori veneti*, p. 17.

17. Il s'agit d'une innovation introduite en 1618 (cf. R. Morozzo della Rocca, «Prefazione», p. VII-VIII).

traditionnellement étranger au système de droit commun (*ius commune*) et a été caractérisé par un fort pragmatisme qui le rendait étranger à toute instance dogmatique et de systématisation. Très souvent au cours de son histoire, la culture juridique de Venise a réaffirmé le principe solennel de l'auto-intégration et de l'exhaustivité de la législation vénitienne¹⁸.

Cette situation a produit pendant les XVII^e et XVIII^e siècles une confusion législative remarquable, exacerbée par la demande continue d'informations, d'instructions et d'interprétations émanant des diplomates et des représentants des différents organes de la République sur les normes applicables. Les exemples sont nombreux, notamment sur les procédures pour les élections, sur le statut du diplomate, sur le système d'accréditation¹⁹ et sur la possibilité d'admettre des diplomates nommés non par l'autorité politique, mais par la communauté des commerçants à l'étranger²⁰. Un autre problème était la tendance à maintenir le caractère extraordinaire de la fonction de l'ambassadeur vénitien, plutôt que d'établir une structure permanente. Ceci avait pour conséquence qu'après la fermeture d'un bureau, la place du diplomate restait vacante pendant une longue période sans personnel pour mener les affaires ordinaires²¹. Le problème de la continuité des rapports politiques et diplomatiques est donc constant dans l'histoire des relations étrangères de la République. La question même des indemnités et de la rétribution du diplomate était un motif d'incertitude normative en raison de sa nature contradictoire : d'une part, le poste de diplomate était gratuit ou mal payé, d'autre part les salaires variaient en fonction du lieu de destination²². La même situation se trouve dans le cas des consuls de Venise à l'étranger²³, ce qui a effectivement limité la carrière diplomatique à un petit nombre de familles riches. Toutefois, dans la culture politique vénitienne, le

18. G. Zordan, *L'ordinamento giuridico veneziano*, p. 179-184.

19. Voir les documents du Sénat dans Venise, Archivio di Stato, Senato secreta, Deliberazioni, nr. 100, 1609, fol. 910r.

20. Venise, Archivio di Stato, V Savi alla Mercanzia, Risposte, filza 151, c. 176r, sub 29.7.1638.

21. Venise, Archivio di Stato, Senato Inghilterra, f. 46, nr. 129, 27 gennaio 1645.

22. *Corrispondenze diplomatiche*, vol. 3, p. 8 ; voir aussi les plaintes de Giovanni Querini, ambassadeur à Madrid en 1771 et 1772, dans Venise, Archivio di Stato, Senato Secreta, Spagna, fil. 177, dd. 31.12.1771.

23. Selon la formule « senza publico ò privato aggravio », voir Venise, Archivio di Stato, V Savi alla Mercanzia, b. 39, 2.10.1708, fol. non numéroté.

corps diplomatique a aussi été présenté comme une chance de promotion sociale. Par conséquent, cette situation a aggravé la différence entre les deux fonctions du diplomate : celle d'ambassadeur, non rémunérée mais considérée comme étant de grand prestige et comme une prérogative des familles de l'aristocratie, et celle de consul, également peu intéressante du point de vue économique et moins prestigieuse en termes d'image, mais attribuée avec beaucoup plus de facilité à des sujets vénitiens ou, en l'absence de candidats, à des étrangers capables et dignes de la confiance publique²⁴. Les tentatives visant à réorganiser la législation, qui ont débuté à la fin du XVII^e siècle, n'ont pas connu de réel succès et ont été arrêtées en raison de la pluralité des sources du droit qui étaient dispersées et non coordonnées, souvent difficiles à interpréter et peu connues même par les professionnels du droit. Entre le XVII^e et XVIII^e siècle, le modèle vénitien de la diplomatie est devenu avant tout un mythe, lié à la précocité de ses origines, à la tradition ancienne et à l'exclusivité des rapports avec Constantinople et l'Orient.

Pour un réexamen du statut du diplomate au XVIII^e siècle

A partir de ces observations, il est possible, à mon avis, de reconsidérer certains points de vue traditionnels dans l'historiographie sur la diplomatie à l'époque moderne, selon lesquels une des principales caractéristiques du système des relations internationales au XVIII^e siècle a été le prestige de la haute diplomatie, et particulièrement celui des ambassadeurs. Seuls les hauts diplomates en Europe auraient eu un statut juridique et politique bien défini, lié – dans le mécanisme de recrutement du personnel – à des caractères typiquement modernes comme la capacité et le mérite. Au contraire, selon l'historiographie traditionnelle, les fonctions consulaires continuent à avoir un statut juridique très controversé parmi les théoriciens du droit international et offrent peu de chances de mobilité sociale.

La description du cas de Venise donne des éléments pour une relecture de cette approche, en montrant que le statut juridique de la haute

24. Venise, Archivio di Stato, *Senato. Terra*, reg. 56, sub 1586, c. 150v. Voir aussi A. Trampus, « La formazione del diritto consolare moderno a Venezia e nelle Province Unite tra Seicento e Settecento », p. 293-300.

diplomatie est resté souvent controversé et qu'il lui a été difficile de rivaliser avec la rapidité des changements sociaux et économiques. La mise en place de nouveaux réseaux consulaires, en revanche, montre une plus grande flexibilité de ce type de diplomate et sa capacité à s'adapter aux situations, surtout lorsque les relations internationales ne sont plus seulement influencées par la raison d'Etat mais aussi par des intérêts économiques liés au développement des réseaux commerciaux.

Ces observations rejoignent également les résultats de certains projets de recherche présentés ces dernières années, notamment à travers les cas français et méditerranéen sur lesquels ont travaillé par exemple Jorg Ulbert et Gérard Le Bouëdec à Rennes²⁵. Ces recherches ont montré certains phénomènes particulièrement intéressants : premièrement, contrairement à la tradition historiographique qui localise le déclin de la fonction diplomatique dans le monde méditerranéen du XVIII^e siècle, elles présentent cet espace européen comme un lieu de nouvelles formes d'expérimentation en matière de diplomatie et de relations internationales²⁶. Ces expériences ne sont pas basées sur le réseau de la haute diplomatie et des ambassadeurs, qui suppose un modèle d'Etat centralisé, mais comptent plutôt sur les réseaux consulaires, à savoir sur un modèle décentralisé de diplomatie. En parallèle, cette partie de l'Europe méditerranéenne est témoin d'une évolution rapide de l'institution diplomatique du consul et de sa modernisation. Dans le cas de Venise, ce phénomène est reconnu par l'intersection entre deux éléments culturels très importants : la création, dans la monarchie des Habsbourg et à Venise, d'un nouvel ensemble de règles destinées spécifiquement à conférer un statut défini aux consuls (à Venise à travers le *Codice della veneta mercantile marina*, 1785²⁷), et grâce à la circulation et à la traduction en italien d'un texte fondamental pour comprendre la relation entre la diplomatie, l'institution des consuls et le constitutionnalisme moderne, à savoir *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux*

25. J. Ulbert et G. Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne*, p. 19-20.

26. F. Loualich, « Alger et la correspondance consulaire durant la Révolution française » ; A. Mézin, « Note sur le choix des hommes et le rôle des consuls de France dans les relations franco-tunisiennes au XVIII^e siècle ».

27. G. Zordan, *Il codice per la veneta mercantile marina*, p. 12.

affaires des nations et des souverains d'Emer de Vattel, publié en 1758 et traduit en italien en 1781 ²⁸.

Le XVIII^e siècle est la période durant laquelle nous assistons avec le plus d'intensité à la désintégration des structures de l'Ancien Régime, à la crise de l'absolutisme, à l'émergence d'une société dans laquelle la position de l'individu est conditionnée par deux facteurs de plus en plus importants pour la modernité, à savoir d'une part les compétences et le mérite individuel, de l'autre la capacité à mesurer ces compétences à travers les nouveaux systèmes économiques qui anticipent l'émergence de l'économie de marché moderne.

Face à la réalité de ce changement profond et rapide, l'histoire de la diplomatie a souvent été présentée comme une histoire essentiellement stable, en raison non seulement des fonctions d'intermédiaire des ambassadeurs dans le système international de l'Europe, mais aussi en raison de la stabilité de leur statut juridique, consolidé depuis le XVI^e siècle et qui n'a plus fait l'objet de modifications sensibles. En d'autres termes, les changements politiques, sociaux et économiques du XVIII^e siècle sont opposés à la stabilité de la haute diplomatie et du rôle des ambassadeurs. Cette perspective dépend aussi des sources diplomatiques et des méthodes de recherche qui sont utilisées par les historiens pour étudier la diplomatie moderne ; les relations et les rapports des diplomates sont toujours étudiés comme sources et comme dépôts d'informations à d'autres fins, pour fournir des notices et des informations d'histoire culturelle, politique ou économique, mais plus rarement pour comprendre le statut et l'évolution de la condition du diplomate. En fait, si nous reconnaissons la justesse de cette approche, nous constatons que la diplomatie des ambassadeurs reste, au XVIII^e siècle, un instrument typique des monarchies absolues ou des anciennes formes de républicanisme, que le mécanisme de recrutement reste confié à des réseaux de relations personnelles, et donc lié aux rapports de confiance entre le souverain et la noblesse. Le même mécanisme de relations personnelles se développe d'ailleurs à des niveaux différents, jusqu'aux positions moins importantes : dans la République à Venise, par exemple, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'ambassadeur de Venise à Vienne, Sebastiano Foscari, fut choisi parmi les membres d'une des plus importantes familles de Venise. Or, on retrouve le même rapport, fondé sur la

28. E. de Vattel, *Le droit des gens*, vol. 2, p. 130 *sqq.*

confiance, les relations personnelles et peut-être aussi les liens franc-maçons, et non pas sur la capacité et le mérite dans l'expérience diplomatique, entre l'ambassadeur et son secrétaire, qui n'est autre que Giacomo Casanova.

Donc, si le problème est de comprendre les facteurs de changement dans le système international au XVIII^e siècle, il faut se demander si l'étude du statut et de la figure du diplomate ambassadeur est suffisante pour comprendre ces changements.

Qui est le diplomate au XVIII^e siècle ?

L'émergence d'une diplomatie « moderne » ne doit plus être seulement interprétée comme l'étude d'un processus de modernisation uniquement juridique et formel, mais également comme l'étude des contenus et des valeurs qui guident cette transformation. Dans ce point de vue, si l'on déplace l'accent de la figure des seuls ambassadeurs, on peut voir qu'au XVIII^e siècle, la notion de « diplomate » est élargie et qu'elle comprend non seulement l'ancienne diplomatie des ambassadeurs, mais aussi la nouvelle, plus étendue et ramifiée, qui est basée sur les réseaux des consuls. Pour Vattel, la notion de diplomate (l'expression utilisée est « ministre public ») est caractérisée par la protection du droit des gens et cette protection doit être assurée aux ambassadeurs comme aux consuls. La différence de statut juridique n'est pas entre les ambassadeurs et les consuls, mais entre ces derniers et les agents, qui sont des « simples commissionnaires des Princes »²⁹. Les fonctions du diplomate ne sont plus seulement politiques, mais aussi commerciales et économiques. Les relations commerciales sont plus mobiles par rapport aux relations politiques et le diplomate du XVIII^e siècle peut compter sur des nouveaux réseaux de relations entre les personnes, fondées non seulement sur l'intérêt et la confiance des clients, mais aussi sur les relations intellectuelles et culturelles.

Le diplomate au XVIII^e siècle est donc non seulement l'ambassadeur ou, plus généralement un membre de la haute diplomatie lié aux paramètres classiques des relations internationales, mais c'est aussi le consul, caractérisé par des fonctions plus flexibles et adaptables à l'évolution

29. E. de Vattel, *Le droit des gens*, vol. 1, p. 120-121 et vol. 2, p. 131-132.

sociale et économique; ainsi Vattel, dans son traité sur *Le droit des gens*, ressent le besoin de critiquer les déclarations d'Abraham de Wicquefort (1682) sur l'absence d'un statut juridique et diplomatique pour les consuls³⁰.

L'histoire des fonctions consulaires à partir du XVII^e siècle a généralement été considérée comme l'histoire d'une institution en déclin, où les consuls perdent progressivement toutes fonctions publiques et où leurs compétences ont été affaiblies avec la naissance de la diplomatie permanente. Cette image est le résultat d'un long oubli historiographique, dû au fait que l'histoire des relations internationales a été considérée essentiellement comme une histoire des relations politiques. Le paysage commence à changer très lentement quand les historiens se sont rendu compte que le facteur déterminant de l'évolution du système international à partir de la fin du XVII^e siècle n'est pas la politique mais l'économie et le système des échanges commerciaux. Les historiens ont commencé à comprendre que le statut juridique et les fonctions des consuls évoluent à la fin de l'époque moderne, précisément en raison du changement économique: les consuls ont perdu leur fonction originelle de juges et d'arbitres des litiges entre compatriotes à l'étranger ou d'administrateurs des communautés nationales en dehors de l'Etat pour assumer la tâche de promotion active des activités économiques et commerciales et des relations politiques³¹. Cette transformation qui, auparavant, était considérée comme une « involution » de l'institution consulaire, est plutôt un signe de discontinuité dans le cours de l'Ancien Régime. En outre, par rapport au rôle de l'ambassadeur qui obéit à une logique de centralisation politique dans le cadre institutionnel, la figure du consul, qui est répartie sur de très grands réseaux qui n'obéissent pas nécessairement à une logique politique, peut être considérée comme une forme de décentralisation des activités et de l'organisation du commerce.

Sur la base de ces considérations, on peut comprendre l'augmentation dans la lexicographie et les encyclopédies du XVII^e et du XVIII^e siècle des articles consacrés à la notion de « consul »: en France, ils commencent à paraître après 1694 et, comme des études récentes l'ont montré, si cela semble si tardif dans le champ lexical, cela est lié au fait qu'en

30. E. de Vattel, *Le droit des gens*, vol. 1, p. 121.

31. M. P. Pedani, « Consoli veneziani nei porti del Mediterraneo in età moderna »; G. Poumarède, « Le consul dans les dictionnaires et le droit des gens ».

1691, le Conseil du commerce fournit une reconnaissance juridique des services consulaires.

Néanmoins, il n'est pas possible de généraliser l'affirmation selon laquelle la fonction du consul dans l'Europe du XVIII^e siècle était une position honorifique qui n'a que très rarement offert le tremplin pour l'ascension sociale³². La recherche doit être poursuivie par des enquêtes plus approfondies sur la prosopographie des diplomates et, du point de vue de l'histoire juridique et institutionnelle, à travers une comparaison détaillée entre l'évolution et la transformation de la diplomatie des ambassadeurs et des consuls avec les changements dans le système européen des Etats.

Le modèle vénitien entre le déclin et le mythe

L'étude du rôle du diplomate à travers la comparaison entre les fonctions des ambassadeurs et celles des consuls présente donc une occasion extraordinaire pour comprendre certaines transformations culturelles et politiques typiques de l'Ancien Régime. L'histoire de la diplomatie vénitienne montre que le diplomate moderne obéit de plus en plus à une logique commerciale, qui précède la logique politique. L'extension des réseaux commerciaux doit aussi être mise en relation avec l'importance nouvelle de la zone méditerranéenne et avec les relations des parties orientales de l'Europe et de la Russie³³. On en a quelques preuves dans les stratégies de diffusion de la Russie en Europe occidentale et celles d'expansion de l'Autriche à l'Est, dès les premières années du XVIII^e siècle, avec la naissance des compagnies autrichiennes pour le commerce.

L'extension de ces réseaux est aussi liée à la ramification de l'institution consulaire qui réalise une sorte de décentralisation des activités politiques dans les communautés à l'étranger. Dans le même temps, comme on peut le voir à partir des études existantes, la nouvelle possibilité de reconnaître l'indication des consuls faite par les différentes communautés³⁴, et non

32. A. Mezin, «La fonction consulaire dans la France d'Ancien Régime».

33. M. Costantini (a cura di), *Il Mediterraneo orientale tra vecchie e nuove egemonie*; M. Maffrici (a cura di), *Rapporti diplomatici e scambi commerciali nel Mediterraneo moderno*.

34. Voir pour le cas vénitien Venise, Archivio di Stato, V Savi alla Mercanzia, nuova serie, b. 39, partie II, fol. non numéroté, sub 23.7.1708.

imposée pas un centre politique, a créé une sorte de pratique démocratique qui devient un autre signe de crise de l'Ancien Régime. Derrière cette tendance, il y a bien sûr des besoins pratiques : l'exercice des activités consulaires est en effet mieux garanti si le consul est entouré par le consensus de la communauté qui doit être protégée. L'œuvre de Vattel démontre encore une fois cette évolution lorsqu'elle traite largement de la fonction du consul et place son rôle dans le cadre des protections du droit des gens³⁵. Ce n'est pas une coïncidence si l'œuvre de Vattel, avec ses éloges de la figure du consul et ses critiques du monde compliqué et inefficace des ambassadeurs, a été traduite à Venise en 1781³⁶.

Nous avons observé que le diplomate est les yeux et les oreilles de la République de Venise et cette métaphore fait percevoir les limites de la diplomatie vénitienne, de plus en plus évidentes au XVIII^e siècle. En raison de la neutralité de la République et de son déclin économique, le diplomate vénitien, et surtout l'ambassadeur, n'a plus joué qu'un rôle de simple observateur de la réalité internationale. La neutralité a empêché Venise de jouer un rôle actif dans la politique internationale, avec comme conséquence que les agents diplomatiques de la République n'ont pas été chargés de négociations et n'ont eu aucun rôle dans les négociations internationales. D'autre part, le déclin économique, face à la concurrence du port franc autrichienne de Trieste³⁷, ayant relégué Venise à l'arrière-plan, les relations entre la République et d'autres Etats européens n'ont plus été suffisamment importantes pour exiger un échange d'ambassadeurs. A la fin du XVIII^e siècle, beaucoup d'ambassades ont ainsi été réduites au rang de résidence ou de consulat. Le cas le plus évident est celui de Londres, où le dernier ambassadeur de Venise reste jusqu'en 1763 et, après cette date, la présence diplomatique a été réduite à un simple résident secrétaire. Nous pouvons donc dire qu'avec le long déclin de la République, la diplomatie vénitienne est sortie de l'histoire pour entrer dans le mythe.

Antonio TRAMPUS
Université Ca'Foscari de Venise

35. E. de Vattel, *Le droit des gens*, vol. 1, p. 120-121.

36. K. Stapelbroek and A. Trampus, « Commercial reform against the tide ».

37. J. Georgelin, *Venise au siècle des Lumières*, p. 98-113.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERTI DI VILLANUOVA, Francesco d', *Dizionario universale critico-enciclopedico della lingua italiana*, Lucca, Dalla stamperia di Domenico Marescandoli, 1797, vol. 2.
- ANTONIBON, Francesca, *Le relazioni a stampa di ambasciatori veneti*, Padova, Tipografia del Seminario, 1939.
- BARZAZI, Antonella (a cura di), *Corrispondenze diplomatiche veneziane da Napoli. Dispacci, 27 maggio 1597 - 2 novembre 1604*, Roma, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 1991, vol. 3.
- BÉLY, Lucien, *L'art de la paix en Europe: naissance de la diplomatie moderne*, Paris, PUF, 2007.
- BORGHERINI-SCARABELLIN, Maria, *Il Magistrato dei Cinque Savi alla Mercanzia dalla istituzione alla Repubblica di Venezia. Studio storico su documenti d'archivio*, Padova, Milani, 1925.
- BOTERO, Giovanni, *Relatione della Repubblica vinitiana*, Venezia, Nicolò Pezzana, 1605.
- BROWN, R., «Preface», in *Calendar of State Papers and Manuscripts, relating to English Affairs, existing in the Archives and Collections of Venice*, London, Longman, Green and Co., 1864, vol. 1.
- CONTARINI, Gasparo, *De magistratibus et republica venetorum*, Venezia, Nicolò Pezzana, 1678.
- CORTELAZZO, Manlio e ZOLLI, Paolo, *Dizionario etimologico della lingua italiana*, Bologna, Zanichelli, 1980, vol. 2.
- COSTANTINI, Massimo (a cura di), *Il Mediterraneo orientale tra vecchie e nuove egemonie: trasformazioni economiche, sociali ed istituzionali nelle isole Jonie dal declino della Serenissima all'avvento delle potenze atlantiche*, Roma, Bulzoni Editore, 1998.
- GEORGELIN, Jean, *Venise au siècle des Lumières*, Paris, Mouton, 1978.
- LOUALICH, Faitha, «Alger et la correspondance consulaire durant la Révolution française», in *Droits des gens et relations entre les peuples dans l'espace méditerranéen autour de la Révolution française. Actes des journées d'étude de Tunis 6 et 7 mars 2002*, éd. Marcel Dorigny et

- Rachida Tlili Sellaouti, Paris, Société d'études robespierristes, 2006, p. 29-42.
- MAFRICI, Mirella (a cura di), *Rapporti diplomatici e scambi commerciali nel Mediterraneo moderno*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004.
- MÉZIN, Anne, « La fonction consulaire dans la France d'Ancien Régime : origine, principe, prérogatives », in *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1700)*, éd. Jörg Ulbert et Gérard Le Bouëdec, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 37-50.
- , « Note sur le choix des hommes et le rôle des consuls de France dans les relations franco-tunisiennes au XVIII^e siècle », in *Droits des gens et relations entre les peuples dans l'espace méditerranéen autour de la Révolution française. Actes des journées d'étude de Tunis 6 et 7 mars 2002*, éd. Marcel Dorigny et Rachida Tlili Sellaouti, Paris, Société d'études robespierristes, 2006, p. 89-92.
- MIGLIARDI O'RIORDAN COLASANTI, Giustiniana, *La documentazione consolare e il bailo a Costantinopoli*, in *Le fonti diplomatiche in età moderna e contemporanea*, Roma, Ministero per i Beni Culturali e Ambientali, 1995, p. 602-605.
- , « Présentation des archives du Baile à Constantinople », *Turcica*, 33 (2001), p. 339-367.
- MOROZZO DELLA ROCCA, Roberto, « Prefazione », in *Archivio di Stato di Venezia-Dispacci degli ambasciatori veneti al Senato. Indice*, Roma, Ministero dell'Interno, 1959.
- PEDANI, Maria Pia, « Consoli veneziani nei porti del Mediterraneo in età moderna », in *Mediterraneo in armi (secc. XV^e-XVIII^e)*, a cura di Rosaria Cancila, Palermo, Associazione No Profit Mediterranea, 2007, vol. 1, p. 175-205.
- POUMARÈDE, Gérard, « Le consul dans les dictionnaires et le droit des gens : émergence et affirmation d'une institution nouvelle (XVI^e-XVIII^e siècles) », in *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1700)*, éd. Jörg Ulbert et Gérard Le Bouëdec, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 23-36.
- QUELLER, David E., *Early Venetian Legislation on Ambassador*, Genève, Droz, 1966.
- , *The Office of the Ambassador in the Middle Ages*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1967.

- SANUDO, Marin, *Diarii*, Venezia, M. Visentini, 1879, vol. 1.
- SEGARIZZI, Arnaldo, *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*, vol. 1, Bari, Laterza, 1912.
- STAPELBROEK, Koen and TRAMPUS, Antonio, «Commercial reform against the tide: Reapproaching the eighteenth-century decline of the republics of Venice and the United Provinces», *History of European Ideas*, 33 (2010), p. 1-11.
- TRAMPUS, Antonio, «La formazione del diritto consolare moderno a Venezia e nelle Province Unite tra Seicento e Settecento», *Rivista di Storia del diritto italiano*, 67 (1994), p. 283-319.
- ULBERT, Jörg et LE BOUËDEC, Gérard (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1700)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.
- VATTEL, Emer de, *Le droit des gens, ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, A Leyde, aux dépens de la Compagnie, 1758.
- VENTURA, Angelo, *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*, Roma/Bari, Laterza, 1980.
- ZORDAN, Giorgio, *L'ordinamento giuridico veneziano. Lezioni di storia del diritto veneziano con una nota bibliografica*, Padova, Cleup, 1980.
- , *Il codice per la veneta mercantile marina*, Padova, Cedam, 1981.